



DÉCLARATION SUR LA NÉCESSITÉ DE METTRE FIN AU BLOCUS ÉCONOMIQUE, COMMERCIAL ET FINANCIER DES ÉTATS-UNIS CONTRE CUBA

Les chefs d'état et de gouvernement d'Amérique Latine et des Caraïbes, réunis dans le Sommet de l'Unité, exprimons notre rejet le plus énergique des mesures économiques coercitives et unilatérales appliquées pour des raisons politiques contre des pays souverains, lesquelles affectent le bien-être de leurs peuples et qui sont conçues pour leur empêcher d'exercer leur droit à décider, de leur propre chef, leurs systèmes politiques, économiques et sociaux.

En ce sens, nous réitérons le refus le plus énergique de l'application de lois et de mesures contraires au droit international, tels que la loi Helms-Burton, et nous exhortons le gouvernement des États-Unis d'Amérique à mettre fin à leur application.

Par conséquent, nous exigeons au gouvernement des États-Unis d'Amérique qu'il mette fin, en respect des résolutions successives approuvées par l'Assemblée Générale des Nations Unies, au blocus économique, commercial et financier qu'il maintient contre Cuba, qui est contraire au droit international, provoque des dommages importants et injustifiés envers le bien-être du peuple cubain, et affecte la paix et la vie en commun entre les nations américaines.

Riviera Maya, le 23 février 2010

* * *